

D 523 COLOMBIE: LE MOUVEMENT INDIEN EN BUTTE
A LA REPRESSION

Une nouvelle crise touche actuellement le mouvement indien du CRIC (Conseil régional indien du Cauca). Après sa rupture avec le mouvement paysan (cf. DIAL D 374), après de graves tensions internes à l'occasion de son 5ème Congrès (cf. DIAL D 442), il s'agit cette fois de l'implication de certains de ses dirigeants avec le mouvement de guérilla M-19. L'arrestation de quatre indiens membres du comité exécutif du CRIC sous l'accusation de lien avec la subversion armée, le 16 février 1979, a été pour le gouvernement l'occasion de lancer une vaste campagne contre le mouvement indien. Cette campagne vient s'ajouter aux attaques déclenchées depuis près d'un an par les propriétaires terriens du Cauca (cf. DIAL D 500). La répression actuelle s'inscrit dans le cadre du "statut de sécurité" édicté par le gouvernement pour lutter contre la guérilla (cf. DIAL D 519).

L'arrestation des dirigeants du CRIC a été l'occasion d'une prise de position des "secteurs critiques" du mouvement qui reprochent au comité exécutif de se laisser mener par des non indiens dans une perspective d'intégration politique au plan national, et d'avoir donné la priorité au combat politique sur la lutte pour la récupération des terres indiennes des réserves. A l'initiative de ces secteurs critiques ("Groupes d'étude Juan Tama"), 400 délégués de la vallée du Cauca se sont réunis à Barondillo, dans la réserve de Jambaló, du 22 au 24 mars 1979, pour réaffirmer l'importance du travail à la base: la récupération des terres et le développement indigène.

Nous donnons ci-dessous le texte de la proclamation finale

Note DIAL

LE CRIC N'EST PAS MORT!
IL VIT DANS LE COMBAT DES COMMUNAUTÉS
(Rencontre indienne de Barondillo, 22-24 mars 1979)

Au cours de notre rencontre de communautés indiennes, dans la réserve de Jambaló, pour examiner les problèmes actuels de notre organisation du CRIC, nous avons décidé de protester et de dénoncer la répression à grande échelle menée contre les communautés indiennes du Cauca.

Nous sommes réprimés par les forces gouvernementales et aussi par la Ligue des propriétaires terriens de Santander de Quilichao (1). Ces messieurs les exploiters paient de véritables bandes de rapaces (2) pour

(1) Fondée en juin 1978 - (2) Littéralement "les oiseaux", c'est à dire les tueurs à gages et les hommes de main des grands propriétaires (N.d.T.)

assassiner des camarades indiens en déclenchant ouvertement la violence contre les communautés. On compte déjà plus de trente camarades indiens qui ont été assassinés au Cauca pour le seul fait d'avoir participé à la récupération de nos terres envahies par les riches propriétaires terriens.

Cette violence sanguinaire contre nous ils la déclenchent dans le but d'en finir avec notre organisation, de nous démoraliser et de nous ligoter pour qu'on ne continue pas à lutter pour notre terre et pour nos droits.

En ce moment le gouvernement et les propriétaires lancent toute cette persécution contre nos communautés parce qu'ils disent - c'est la rumeur - qu'elles sont de mêche avec les subversifs. Ils mettent à profit les erreurs dangereuses du comité exécutif qui n'a jamais consulté les communautés pour se lancer dans ses aventures (3). Il n'a pas su non plus représenter les intérêts des communautés car il s'est éloigné de nos luttes, comme c'est arrivé au 5ème congrès de Coconuco (4) quand il a voulu freiner la récupération de nos terres des réserves.

Il s'ensuit que nos communautés du Cauca n'ont rien à voir avec ces problèmes et comme nous ne devons rien, nous n'avons pas à avoir peur de ces arrestations. Au contraire nous devons continuer à aller de l'avant.

Il faut aussi tenir compte du fait qu'à l'occasion de ces arrestations de certains dirigeants du comité exécutif du CRIC, le gouvernement et la Ligue des propriétaires terriens ont commencé une campagne pour dire partout que nos luttes ont fini, que notre mouvement indien n'existe plus, que notre organisation a été détruite parce qu'elle était subversive. C'est ce qui se passe spécialement à Tierradentro, où nos ennemis ont multiplié les poursuites et la violence contre nous en assassinant dernièrement le camarade Benjamín Dindicué (5).

Nous, les communautés, nous déclarons que tout ça c'est des mensonges quand on dit que notre combat a fini et que notre organisation a été détruite, ou qu'il ne faut plus s'organiser. Dans les communautés où nous avons lutté avec notre propre expérience, nous continuons fermes dans le combat en récupérant les terres de nos réserves, en renforçant les conseils communaux et en élargissant notre organisation.

C'est ce que nous sommes en train de prouver en ce moment même avec les récupérations de terres que nous menons à Jebalá, Caldono, Jambaló, San Francisco, Novirao, Santander et Corinto.

Nous devons développer notre mouvement indien encore plus qu'avant et faire des efforts pour renforcer encore plus notre organisation du CRIC. Pour ça, l'expérience va nous servir, celle que nous retirons des ennuis du comité exécutif et celle que nous retirons de nos propres erreurs. Il faut les rectifier et s'en servir pour éduquer toutes les communautés à cette grande vérité: c'est nous-mêmes que nous devons prendre nos orientations et diriger notre organisation, et non pas des groupuscules de dirigeants éloignés de notre combat ou étrangers à nos intérêts ou au mouvement indien.

(3) Sur les dissensions internes du CRIC, cf. l'introduction de ce document (N.d.T.).

(4) Cf. DIAL D 442 (N.d.T.).

(5) Assassiné chez lui le 4 février 1979. Ancien "gouverneur" de la réserve de Huila, à Tierradentro. Vice-président du CRIC DE 1975 à 1978 (N.d.T.).

C'est à cause de tout ça que nous lançons un appel à toutes les communautés indiennes pour qu'elles ne se laissent pas tromper par l'ennemi, pour qu'elles se mobilisent pour faire face à la répression, pour qu'elles restent en contact avec toutes les autres communautés, afin de coordonner le combat comme chemin réel de notre véritable unité. C'est sur ce chemin que nous nous trouvons pour collaborer entre tous.

Barondillo
Réserve de Jambaló
le 24 mars 1979

Délégations de Jambaló
Tierradentro
Jebala
Coconuco
Guambia
San Francisco
Novirao
Paramillo

Le CRIC n'est pas mort!
Vive le CRIC!

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous
vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 170 F - Etranger 200 F (par voie normale)
(par avion, tarif sur demande selon pays)
Directeur de publication: Charles ANTOINE
Imprimerie CCFD
Commission paritaire de presse: 56249
ISSN: 0399-6441